

Initiatives ministérielles

l'étranger. Il attire les foires commerciales. C'est très simple.

Je ne puis croire que le Nouveau Parti démocratique adopte maintenant une position capitaliste aussi énergique. Je ne suis pas contre le capitalisme, mais je m'interroge sur ce que l'entreprise gagne par action. Il est naturel que les nouveaux propriétaires du stade veillent à ce que les capitaux investis produisent un rendement respectable.

Quant au gouvernement, il doit veiller à utiliser ces instruments de manière à protéger et à promouvoir l'emploi non seulement à court et à moyen terme, mais également à long terme.

Pour ce qui est de ce bien de la Couronne, la ville de Toronto avait investi 30 millions de dollars, la province en avait investi plus de 30 millions, et le fédéral, au moins 100 millions, je crois. On réalise ensuite une vente de 100 millions de dollars seulement et on renonce à une possibilité de servir la collectivité. Je ne comprends pas.

Je fais abstraction de tout esprit de parti, je vous prie de me croire. Je trouve simplement qu'il n'est pas rentable que le gouvernement du Canada vende seulement 100 millions de dollars un bien qui fait partie de l'avoir collectif et qui en vaut 700 millions. Ce n'est un secret pour personne à la Chambre. Les acheteurs du stade sont des amis à moi. Eux sont bien chanceux d'avoir conclu une si bonne affaire.

Mais je ne suis pas ici pour défendre les intérêts de la bande, du groupe, des entrepreneurs qui ont obtenu le stade. Je suis ici pour faire valoir l'intérêt public. Je n'avais pas prévu de me prononcer sur ce projet de loi aujourd'hui.

Je voudrais savoir quelque chose du député. Que va-t-il arriver—Dieu nous pardonne—si les péquistes prennent le pouvoir au Québec aux prochaines élections? Avec un projet de loi semblable, ils pourraient conclure toutes sortes de marchés territoriaux qui pourraient réduire à néant la présence du fédéral dans cette province. Est-ce le genre de choses qui favorisent l'unité dans notre pays? Je ne crois pas.

Je le dis en toute déférence pour mon collègue néo-démocrate, si je suis intervenu aujourd'hui dans ce débat sur l'aliénation de biens de la Couronne, ce n'est pas parce que je suis un libéral et que Bob Rae est un néo-démocrate et que ce sont les conservateurs qui dirigent le pays. Je suis tout à fait contre le fait que nous vendions à rabais les biens de l'État simplement parce que nous traversons une période difficile. Il y a d'autres façons de générer de la richesse au pays. Nous savons tous que le gouvernement a été incapable, à la suite des cinq ou six dernières transactions qu'il a conclues, de

verser directement des fonds au Trésor. En fait, analysons la situation en des termes très simples. Si l'on possède un bien évalué à 700 millions de dollars et qu'on peut l'offrir en garantie à une personne disposée à nous prêter de l'argent, il est préférable de conserver cet élément d'actif de 700 millions de dollars. Nous pourrions au moins nous en servir comme levier, pour encourager les gens qui veulent se procurer des obligations du gouvernement du Canada, ou favoriser toute autre transaction qui permettrait au gouvernement national de fonctionner. Quand vous vous débarrassez d'un bien évalué à 700 millions de dollars, vous perdez l'effet de levier que pouvait avoir le bilan du pays tout entier. Il est faux de croire que cela contribue à résorber le déficit. C'est un mythe. Je m'excuse si je m'emporte, mais il est illusoire de croire que ce genre de marché nous permettra de réduire le déficit du pays.

• (1410)

M. MacWilliam: Monsieur le Président, nous traversons une période difficile sur le plan économique. Pendant les périodes difficiles, les gouvernements doivent prendre des décisions difficiles. C'est exactement ce genre de décision que le gouvernement de Bob Rae a prise.

Je dirai que le stade couvert—je répons ici à la question du député—a été un cheval de Troie, du point de vue économique, pour le gouvernement libéral précédent. Le fait est que des décisions difficiles doivent être prises. Un gouvernement doit décider s'il va se défaire de certains de ses biens immeubles, s'il va réduire la taille de la fonction publique ou s'il va accroître la dette.

Nous savons que les contribuables d'un bout à l'autre du pays, que ce soit en Ontario ou en Colombie-Britannique, ont atteint le point de saturation en ce qui concerne les impôts. Ils ne peuvent plus en payer davantage. Il faut donc prendre des décisions difficiles.

Je veux répéter, monsieur le Président, que le gouvernement provincial de l'Ontario est aux prises avec un véritable problème économique dans cette province, problème causé en grande partie par l'Accord de libre-échange qui nous a fait perdre de nombreux emplois et qui nous a également fait perdre des marchés et une partie de notre capacité manufacturière au profit des États-Unis. Il faut prendre des décisions difficiles.

D'un autre côté, ce projet de loi prévoit un mécanisme qui, en ce qui concerne le gouvernement fédéral, pourrait nous aider à régler certains des problèmes que pose la dette. C'est pourquoi nous avons dit que, lorsqu'une politique est sensée—et Dieu sait que les politiques de ce gouvernement sont souvent insensées, mais celle-ci l'est—le Nouveau Parti démocratique est prêt à appuyer